

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

Selon les estimations, l'économie du Lesotho devrait se contracter de 5,2 % en 2020, contre une croissance modeste de 0,6 % en 2019. En effet, les mesures d'atténuation de la pandémie COVID-19 ont entravé l'activité économique, et la faible demande extérieure a eu un impact négatif sur les industries minières et manufacturières. La croissance de l'industrie minière, du secteur secondaire (industrie du textile et de l'habillement et industrie de la construction) et des services a diminué, respectivement de 34,5 %, 29,3 %, 9,9 % et 4,2 % en 2020.

L'économie du Lesotho est étroitement liée à celle de l'Afrique du Sud avec des importations qui représentent environ 80 % du total, principalement des denrées alimentaires. La baisse des importations en provenance de l'Afrique du Sud a concouru à la pénurie alimentaire au Lesotho et a contribué à exercer des pressions sur l'inflation qui ne devrait reculer que de façon marginale, à 5,0 % en 2020 contre 5,2 % en 2019. Selon les estimations, le déficit budgétaire s'est creusé en 2020 à 10,2 % du PIB, contre 5,6 % en 2019. Cette évolution s'explique en grande partie par une augmentation de 25 % des dépenses publiques, principalement au niveau de la masse salariale et du secteur de la santé en raison de la lutte contre la pandémie. Une grande partie du déficit de financement devrait être comblée par des prêts extérieurs, à moins que le gouvernement n'entreprenne des ajustements budgétaires substantiels pour freiner l'aggravation du déficit budgétaire et l'accumulation de la dette extérieure, qui pourrait menacer la viabilité de la dette. Cependant, en 2020, la dette extérieure s'élève à 36,1 % du PIB, un taux bien inférieur au critère de convergence de 60 % du PIB fixé par la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA). Le recul des exportations vers l'Afrique du Sud et les États-Unis et la réduction des investissements de la Chine et de l'Afrique du Sud, associés à la diminution des revenus et des transferts, ont entraîné une détérioration du déficit du compte courant, qui est passé de 6 % du PIB en 2019 à 7,2 % en 2020. Ce taux accru reflète également une baisse des exportations de diamants et de textiles, de 26,6 % et 21,2 % respectivement. Il sera financé par un prélèvement sur les réserves de change. Le secteur bancaire reste stable, avec une légère baisse des prêts non performants, de 4 % au deuxième trimestre 2020, contre 3,2 % en

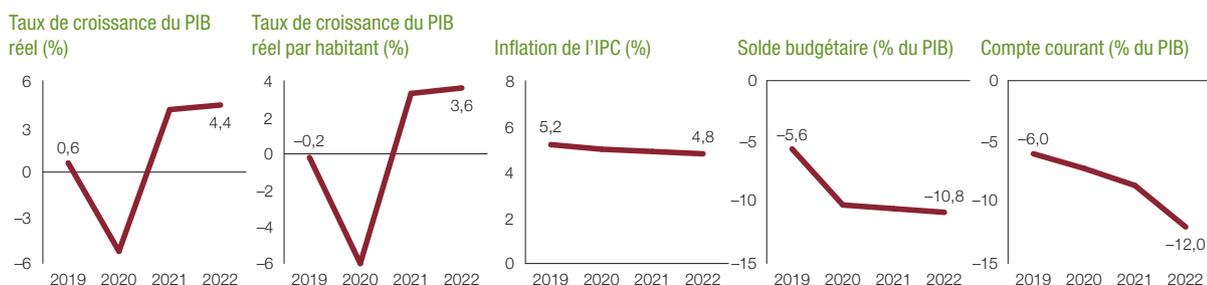
2019. Le rendement des capitaux propres a également diminué, 12,1 % contre 24,8 % et auparavant 28,6 % en 2019.

Perspectives et risques

La trajectoire de croissance et la reprise économique du Lesotho dépendent fortement de la pandémie en Afrique du Sud eu égard aux liens économiques étroits entre les deux pays. L'économie devrait croître de 4,1 % et 4,4 % respectivement en 2021 et 2022 grâce aux activités minières et de construction associées à la deuxième phase du projet d'eau des hauts plateaux du Lesotho. L'inflation devrait encore diminuer pour atteindre 4,9 % et 4,8 % respectivement en 2021 et 2022 en raison de la faible demande découlant de la deuxième vague de la pandémie en Afrique du Sud voisine, principal partenaire commercial. Le déficit budgétaire devrait rester élevé à plus de 10,0 % du PIB à moyen terme du fait des dépenses massives liées à la santé si la crise se poursuivait en 2021 et de la diminution des recettes allouées par l'Union douanière d'Afrique australe due à la baisse de l'activité économique dans la région. Le déficit du compte courant devrait encore se détériorer pour atteindre 8,6 % et 12 % respectivement en 2021 et 2022, en raison de la faiblesse de la demande extérieure et de la diminution des revenus et des transferts provenant des travailleurs immigrés en Afrique du Sud.

Questions et options de financement

La dette publique totale devrait augmenter et atteindre 62,8 % du PIB en 2021 en raison de la pandémie, ce qui constitue une violation du critère de convergence de la CDAA qui prévoit 60 % du PIB. Le risque de surendettement du Lesotho a donc été révisé, passant de faible en 2019 à «modéré». À l'avenir, il faudra renforcer la capacité de mobilisation des ressources intérieures, réduire les réserves et renégocier la dette, attirer des financements à des conditions préférentielles, utiliser les transferts de fonds pour le développement des infrastructures et l'assainissement budgétaire afin de réduire la masse salariale dont le niveau actuel à 24 % du PIB, soit le triple de la moyenne de l'Afrique subsaharienne. En ce qui concerne l'industrie textile, un approvisionnement en intrants auprès d'autres pays permettrait d'atténuer la dépendance excessive à l'égard de la Chine.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.